

SOURCES

U N E S C O



N° 87 - FÉVRIER 1997

**PATRIMOINE
SOUS-MARIN**

**LA COURSE
AUX TRÉSORS**



DANS L'AIR DU TEMPS

Jacqueline Cretté
Association «Dialogue et coopération»
Paris

✉ ✉ ✉ Le n° 82 de *Sources* sur *Les profs: heurts et malheurs* m'a particulièrement intéressée. Notre association regroupe des enseignants à travers le monde, notamment des enseignants du primaire des écoles publiques, et nous recevons régulièrement des échos des problèmes grandissants auxquels ils ont à faire face: salaires de plus en plus bas, déconsidération, écoles mal dotées... La privatisation qui est dans l'air du temps touche les plus vulnérables, les parents pauvres ne pouvant envoyer leurs enfants que dans des écoles mal entretenues, aux classes surchargées, comme c'est surtout le cas en Inde et en Afrique.

UN JALON

Nicolás Cosío Sierra
Groupe d'études arabo-islamiques
La Havane (Cuba)

✉ ✉ ✉ Je vous remercie de votre excellent éditorial du n° 83 intitulé *La force des symboles*. Comme vous le dites très justement, Haram El-Sharif est un des trois lieux saints de l'Islam. Jérusalem, entité qui accueille le monothéisme, a toujours respecté les lieux saints de l'Islam, estimé le judaïsme et le christianisme.

Alors que d'autres institutions et organismes internationaux ont vu la profanation que constitue la construction du «tunnel» archéologique par l'État d'Israël - lequel conduit à l'une des zones les plus sensibles et mystiques de Jérusalem - votre éditorial, fidèle aux postulats de l'UNESCO, apparaît comme un jalon pour la compréhension de l'histoire par les générations futures.

CONTINUEZ!

V. Bhunjun
Secrétaire
NUCAN (Réseau des clubs UNESCO du Nord)
Triplet (Maurice)

✉ ✉ ✉ *Sources UNESCO* reflète bien les activités de l'Organisation sur le terrain et s'adresse donc en particulier à l'un de ses partenaires privilégiés: les clubs UNESCO. Il leur permet de se tenir informés de ses orientations, les aidant ainsi à planifier leur action. Continuez!

INTÉRESSANT ET ATTRISTANT

Mokhtar Ben Cheham
Étudiant
Mettlili (Algérie)

✉ ✉ ✉ J'ai lu avec intérêt les derniers numéros de votre revue, en particulier le dossier consacré aux enseignants (n° 82) qui est à la fois intéressant et attristant. Je tiens à vous remercier de l'excellent travail que vous réalisez.

J'apprécie aussi vos éditoriaux, dont l'esprit et la teneur constituent une rassérénante et rare mise en relief des problèmes et thèmes les plus actuels.

UNE VISION «MODERNE»

Olga Dassiou
Archéologue
Thessalonique (Grèce)

✉ ✉ ✉ Votre revue offre toujours une vision «moderne» des thèmes abordés. J'apprécie tout particulièrement votre dossier ainsi que vos rubriques «Planète» et «À suivre».

BIENVENUES

Juan González Díaz
Président
Centre «Ramón Rubiera»
Los Palos (Cuba)

✉ ✉ ✉ Les informations contenues dans votre revue sont toujours les bienvenues. Les membres de notre centre d'information, de documentation et de recherche en littérature en sont des lecteurs assidus.

Sources UNESCO
est accessible sur

Internet

dans les rubriques:
new ou **publications**
à notre adresse:
<http://www.unesco.org>

ÉTRANGE PARADOXE

Les mouvements sociaux en République de Corée ont fait la une de la presse internationale, bien sûr à cause de leur importance en soi, mais aussi parce que rien ne semblait arrêter sa course au succès. Faut-il le rappeler? Au lendemain de la guerre, la Corée du Sud était réléguée en queue de tous les classements internationaux; moins d'un demi-siècle plus tard, après des années de croissance frôlant les 10%, elle est l'un des quatre «dragons» d'Asie, appartient au club envié des «pays nouvellement industrialisés» et, dans ses grandes entreprises, offre des salaires comparables à ceux du Royaume-Uni. La presse s'est donc interrogée: les «rigidités» du marché du travail y seraient-elles l'obstacle déterminant au retour d'une croissance flamboyante? Elle a en revanche souvent ignoré une question majeure, posée là comme en bien d'autres lieux: pourquoi les salariés devraient-ils renoncer à des «avantages acquis» alors que l'économie produit de plus en plus?

L'argument principal est que la mondialisation, dont la Corée a tiré un si grand profit, se retourne aujourd'hui contre elle: à ses portes ou un peu plus loin, le même travail peut être exécuté pour beaucoup moins cher. Si cet argument, universellement prôné, en premier lieu dans les pays développés, est juste, ses effets seront dévastateurs: on trouvera toujours, à tout moment et en tout lieu, une main-d'œuvre meilleur marché ailleurs puisque le couple mondialisation-avancées scientifiques et techniques engendre selon les uns, s'accompagne selon les autres, d'une extension de l'extrême pauvreté. Autrement dit, la loi d'airain de la concurrence à l'échelle planétaire aurait son endroit mais aussi son envers caché. Elle serait le plus puissant ressort de la croissance; la façon dont elle s'exerce aujourd'hui aboutit à aligner tôt ou tard les conditions des salariés sur celles que les plus démunis sont forcés d'accepter, sachant en outre que cette loi fait que ces démunis le sont toujours plus. Étrange, très étrange paradoxe...

René LEFORT

SOMMAIRE

PAGE ET IMAGES 4

FAITS ET GESTES 5

PLEIN CADRE

Pages 6 à 16

PATRIMOINE SOUS-MARIN:
LA COURSE AUX TRÉSORS



Le Wasa revient au port après 370 ans.



Que faire pour les 17% d'adultes analphabètes en Amérique latine?



Le patrimoine filmique d'Asie menacé de disparition.

PLANÈTE:

Éducation

• À L'ÉCOLE OU EN DEHORS? 18

Science

• AUTOCRITIQUE 20

Éducation

• «HOMMES EN DANGER» 22

Cinéma

• AUX PORTES DE LA NUIT 23

À SUIVRE 24

Rédaction et diffusion: SOURCES UNESCO, 7 place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP. Tél. (33 1) 45 68 16 73. Fax: (+33 1) 45 68 56 54.

Ce mensuel, destiné à l'information, n'est pas un document officiel de l'UNESCO.

ISSN 1014 5494

Couverture:
© SYGMA/
Stéphane Compoin.



SOURCES UNESCO

Tous les articles sont libres de tout droit de reproduction. L'envoi à la rédaction d'une copie de l'article reproduit serait apprécié. Les photos sans le signe © sont disponibles gratuitement pour les médias sur simple demande adressée à la rédaction.

LIVRES

QUI SOMMES-NOUS?

C'est la grande question de notre temps. Il ne s'agit plus de l'interrogation des anciens Grecs «Qu'est-ce que l'Être?», mais, comme l'affirme le philosophe américain Richard Rorty, «de se demander quel avenir nous devrions chercher à construire».

Nous sommes ce qu'un passé, une histoire distincte nous a faits: nous sommes de notre religion, de notre pays, de notre langue, de notre sexe. Mais formons-nous pour autant des communautés irrémédiablement séparées? Peut-on retrouver, au-delà de ces différences, l'universelle idée de l'homme? La question «Qui sommes-nous?» est un appel à donner forme à notre existence commune.

Cet ouvrage présente quelques «morceaux choisis» des débats, échanges - voire controverses - suscités par les deuxièmes Rencontres philosophiques qui réunissaient à l'UNESCO, en mars 1996, des philosophes, mais aussi des historiens, savants et artistes (voir aussi Sources, n° 79).

● **Qui sommes-nous? Textes présentés et établis par Ayyam Sureau. Découvertes Gallimard/Éditions UNESCO, 1996. Prix: 57 FF.**

PEINTURE ET ÉCRITURE

Fruit d'une réflexion conduite par des historiens de l'art, écrivains, artistes, philosophes et universitaires, cet ouvrage converge sur les points de rencontre entre «ses frères en art» que sont «le visible et le lisible». Il se présente comme une partition musicale, autre forme artistique, avec son thème et ses variations.

En ouverture, l'exposition du thème - l'écrit et la forme plastique du XVIe au XXe siècles - permet de mettre en lumière, par delà la différence des supports, une similitude de perception qui font se rejoindre les œuvres d'un Peter Handke et d'un Jean Dubuffet. Dans les

variations qui suivent, apparaît la connivence entre l'image et le texte, avec les portraits du Christ par le Greco, cristallisant les textes canoniques, et plus près de nous, avec Stendhal décrivant le «sublime immobile» du Corrège ou Salvador Dali, «le meilleur exemple de la fusion entre peinture et littérature».

● **Peinture et écriture, sous la direction de Montserrat Prudon. Collection Traverses. Éditions La différence/Éditions UNESCO, 1996. Prix: 135 FF.**

ŒUVRES REPRÉSENTATIVES

SILVA - POÉSIES

«La voix de José Asunción Silva se dégage avec une pureté et une douceur illimitées, comme un violon frêle et pugnace ou comme la voix du rossignol qui sort de la nuit sombre.»
«L'amour de l'enfance et l'amour de la mort se sont embrassés en Silva et, qui sait?, peut-être s'est-il donné la mort



parce qu'il ne pouvait plus continuer à être un enfant dans la vie.» «Il a été le poète par excellence et le centre de la vie artistique et mondaine de la capitale d'un pays alors déchiré par les convulsions des guerres civiles, mais on le lui a fait payer jusqu'au sang.» «Je me retrouve face à une des figures à la fois les plus chéries et admirées de la littérature en langue espagnole et face à l'un des êtres les plus ignorés et brimés qui aient vécu dans notre pays.» Un poète «pour regarder

dans l'âme» car «il enivre et éveille».

Ces témoignages de Pablo Neruda, Miguel de Unamuno, Juan Ramón Jiménez, Gabriel García Márquez et Alvaro Mutis accompagnent l'édition bilingue des principales œuvres - *Le livre de vers* et *Gouttes amères* - de José Asunción Silva, grand poète colombien dont on célébrait l'an dernier le centenaire de la mort.

● **Silva - Poésies. Traduit de l'espagnol par Jacques Gilard et Claire Pailler. Collection UNESCO d'œuvres représentatives. Éditions UNESCO, 1996. Prix: 80 FF.**

PÉRIODIQUES

LE COURRIER DE L'UNESCO

Contrairement aux idées reçues, la radio, loin d'être dépassée par la télévision, reste un média «aux atouts incomparables». Pour son numéro de février intitulé *La radio, un média d'avenir*, le *Courrier* a fait appel à des spécialistes de la communication, directeurs de programmes, journalistes et chercheurs pour poser quelques «jalons chronologiques» de ce média né voici tout juste 100 ans. Que ce soit à propos des luttes d'intérêts que suscite toujours cet espace de communication ou de l'utilisation à des fins de propagande qu'en ont fait les dirigeants soviétiques pendant 70 ans, la radio s'avère «une arme redoutable». Mais c'est aussi «un instrument d'initiative populaire», comme le montrent les radios communautaires qui permettent aux oubliés des nouvelles technologies de l'information de faire entendre leur voix.

DISQUES

LA MUSIQUE

TRADITIONNELLE D'HÉRAT
Principale ville de l'ouest de l'Afghanistan, la ville d'Hérat a connu son âge d'or au XVe

siècle, sous le règne des Timourides. Elle était la capitale d'un vaste empire et le centre culturel du monde de langue persane. Depuis, elle a connu un lent et inéluctable déclin. Maintes fois assiégée, elle n'a toutefois jamais été durablement asservie.

Très proche de la musique arabo-persane à la cour timouride, la musique d'Hérat devint d'inspiration persane puis hindoustani au début du XXe siècle. Airs à danser, chants à la louange du Prophète, appels à la prière, chants nuptiaux ou berceuses, les 14 pièces de ce CD sont jouées principalement au *doutar* à 14 cordes, au luth à long manche ou à l'harmonium.

● **La musique traditionnelle d'Hérat. Musiques et musiciens du monde. UNESCO/AUVIDIS. Prix: 145 FF.**



Les publications et périodiques de l'UNESCO sont en vente dans les librairies des Éditions UNESCO au Siège, ainsi que par l'intermédiaire des agents de vente dans la plupart des pays. Ils peuvent être consultés dans chaque État membre dans une bibliothèque dépositaire de l'UNESCO.

Informations et commandes directes par courrier, fax ou Internet: Éditions UNESCO, 7 Place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP. Tel: (+33 1) 01 45 65 43 00 - Fax (+33 1) 01 45 68 57 41. Internet: <http://www.unesco.org/publishing>. En France sur Minitel: 3615 UNESCO.

LES TOITS À TOUTE ÉPREUVE DE KEVIN MACKS

Noël 1971: le cyclone Althea fonce sur Townsville, en Australie. Kevin Macks, sa femme et leurs trois enfants se réfugient dans l'endroit le plus sûr de la maison, l'entrée. «*Comme tout le monde, nous étions terrifiés*», raconte cet architecte. Mais s'il a causé des dégâts estimés à 65 millions de dollars, Althea a permis à Macks de se singulariser comme «*le seul type à ne pas avoir perdu de toit*». Tous les bâtiments qu'il avait conçus ont tenu, ce dont ne put se vanter aucun des autres professionnels du bâtiment des alentours.



(Photo Tous droits réservés).

Plus important encore, l'ouragan a fourni une preuve de ce qu'il avançait depuis longtemps: «*Construire des bâtiments résistants aux cyclones ou aux vents violents est relativement facile et ne représente qu'un coût supplémentaire de 6%*». Macks se mit à organiser des ateliers sur «*le nombre de clous à planter et où*». Très vite s'y sont intéressés des experts non seulement locaux mais internationaux qui tentaient de faire face aux problèmes que pose le climat de cette région du

monde, des cyclones au Sri Lanka aux inondations au Bangladesh ou en Chine.

Consultant de l'UNESCO depuis 1985, Kevin Macks a ajouté à la liste de ses spécialités les glissements de terrain, les séismes et même les incendies de forêt. Pour faire partager son savoir-faire en matière de réduction des catastrophes, il propose une formation, des évaluations, des estimations de la vitesse du vent, des critères et des plans de construction. «*Mon travail consiste à traduire les codes hyper-compliqués des ingénieurs aux artisans locaux. Nous nous rendons dans un pays, ouvrons les yeux et assimilons les méthodes locales de construction, plutôt que d'implanter des décalques de nos plans.*»

C'est au Bangladesh que Macks a rencontré à la fois son plus grand défi et sa plus grande satisfaction. Il travaille depuis plus de 10 ans avec l'UNESCO et le gouvernement pour concevoir des écoles et autres bâtiments publics sûrs. «*Les villageois très pauvres vivent dans des cabanes de terre au toit de chaume, qui se désintègrent en cas d'inondations. Une école sûre peut donc servir de refuge au village tout entier.*» Les inondations de 1970 ont fait quelque 400.000 morts. Mais en 1991, ce chiffre a été divisé par deux alors que la population avait doublé. «*C'est un message d'espoir, estime-t-il. Quand on dit 'laissez tomber, on n'y arrivera pas', moi je dis: si le Bangladesh, l'un des pays les plus pauvres du monde, est parvenu à faire tant de progrès en 20 ans, pourquoi pas vous?*»

Amy OTCHET

LA DÉMOCRATIE SELON JEAN-BERTRAND ARISTIDE

Face à ses partisans, aussi pauvres qu'assoiffés de justice ou face à un parterre de diplomates distingués, assistant à la remise du Prix UNESCO de l'éducation aux droits de l'homme dont il est le lauréat, le Haïtien Jean-Bertrand Aristide sait captiver son auditoire. À voix basse, délibérément, il l'oblige à l'écouter.

«*Au seuil du troisième millénaire, l'un des défis auxquels nous faisons face consiste à partager entre tous le pain de l'éducation*», a déclaré l'ancien président d'Haïti le 8 mars lors de la remise du prix. «*Nous ne saurions nous incliner passivement devant nos 85% d'analphabètes (haïtiens), qui heureusement ne sont pas bêtes! Nous devons éduquer les enfants, leur parler de leurs droits... et aussi écouter leur voix.*»

D'un montant de 10.000 dollars, le prix permettra à la Fondation Aristide pour la démocratie de construire un nouveau bâtiment pour Radyo Timoun, une station dirigée par et pour les enfants de la rue et les jeunes défavorisés.

Alors qu'il égrenait les injustices d'un monde «*où quelque 600 millions de personnes souffrent de malnutrition chronique*», où «*certains pays pauvres consacrent deux fois plus d'argent à l'armée qu'aux secteurs de l'éducation et de la santé réunis*», où les plus riches pourraient dégager «*des dividendes de la paix*» et du développement, il fascinait son auditoire - qui, pourtant, connaissait cette litanie sur le bout des doigts. Plus d'ailleurs par la force de caractère du Président Aristide que par son physique, plutôt chétif.

A. O.

Né en 1953 dans une famille pauvre, il aurait dû rejoindre la foule des paysans illettrés haïtiens. Et pourtant, après son



(Photo UNESCO/Fabien Charaffi).

noviciat dans l'ordre des Salésiens, il obtint une licence de psychologie et apprend cinq langues étrangères. Son inspiration, il la trouve non seulement dans les Écritures, mais aussi dans les bidonvilles de l'un des pays les plus pauvres du monde. Mélange explosif qui le conduit à un militantisme passionné et lui vaut de voir son église incendiée et d'être écarté de son ordre. Mais il le mène à la présidence d'Haïti, puis à l'exil avant de revenir dans son pays en 1994.

Aujourd'hui, une autre force semble l'habiter: cette maturité politique plus grande qui l'a une nouvelle fois fait entrer dans l'Histoire en février 1996, quand, pour la première fois en Haïti, un président démocratiquement élu a décidé de passer le relais à un autre président démocratiquement élu.

● **Le PRIX FÉLIX HOUPHOUËT-BOIGNY** pour la recherche de la paix 1996 a été attribué au président du Guatemala, Alvaro Arzu, et au représentant de l'Union révolutionnaire nationale, Rolando Moran.

Ce choix, annoncé le 22 janvier à l'UNESCO par le président du jury, Henry Kissinger, a permis d'honorer à la fois un président et un chef de guérilla «*qui, avec la caution internationale, ont mis fin à leur guerre civile*», en

signant le 29 décembre 1996 un accord de paix après 36 ans d'un conflit qui a fait plus de 100.000 morts. D'un montant de 800.000 FF, ce prix, qui porte le nom de l'ancien président ivoirien, est

décerné à «*des personnes, institutions ou organisations qui ont contribué de manière significative à la promotion, la recherche, la sauvegarde ou au maintien de la paix*».



PAR 4.000 MÈTRES DE PROFONDEUR, UN BRAS
TÉLÉCOMMANDÉ RÉCUPÈRE DES OBJETS DU
TITANIC. À QUI APPARTIENNENT-ILS? EN L'ÉTAT
ACTUEL DU DROIT, À LA SOCIÉTÉ NEW-YORKAISE QUI
A MONTÉ L'OPÉRATION (Photo © RMS Titanic Inc.).

PATRIMOINE SOUS-MARIN: LA COURSE AUX TRÉSORS

La technologie moderne a ouvert les portes du monde enfoui au fond des mers; les ports, villes, temples, statues et épaves de vaisseaux engloutis, victimes des éléments déchaînés ou des canons ennemis (voir ci-dessous), abritent des pans entiers de l'histoire de l'humanité. Mais cette technologie, qui a frappé le public avec la découverte du Titanic (p. 14), n'est pas seulement utilisée pour explorer ces vestiges mais aussi pour les piller. Des sites sont exploités par des chasseurs de trésors - des plongeurs amateurs sans mauvaises intentions jusqu'à de grandes entreprises dirigées par des aventuriers comme Bob Marx (p. 9). Profitant du flou juridique (p. 10-11), ils se précipitent sur les objets de valeur au risque de détruire les indices indispensables aux archéologues pour éclairer l'histoire qui peut tant nous en apprendre sur notre passé, comme l'ont montré les fouilles du Mary Rose (p. 12-13), du Wasa (p. 15) et du phare d'Alexandrie (p. 16). Des archéologues et juristes ainsi que de nombreux États membres ont donc demandé à l'UNESCO d'aider à préparer une convention internationale pour protéger ces somptueux trésors sous-marins.

En 1589, la Nuestra Señora Guía regagnait l'Espagne avec une cargaison d'or embarquée dans le port mexicain de Veracruz. Une flottille de corsaires anglais commandée par le duc de Cumberland coula le galion au large de Terceira, dans l'archipel portugais des Açores. Il n'était ni le premier ni le dernier à connaître ce triste sort», raconte le journaliste Javier García dans un récent article publié par le quotidien espagnol *El País*.

Les archives du Musée national d'archéologie de Lisbonne mentionnent 850 bâtiments coulés autour des Açores depuis 1522. Au moins 90 d'entre eux étaient des galions espagnols et 40 des navires portugais.

Ces épaves forment «l'un des sanctuaires archéologiques sous-marins les plus exceptionnels de la planète», poursuit García. Les archéologues le savent. Les chasseurs de trésors aussi, qui, grâce à des technologies extraordinaires peuvent atteindre des profondeurs interdites jusqu'à une période récente.

Au moins six sociétés internationales de chasseurs de trésors ont établi une base au Portugal pour exploiter ce fabuleux patrimoine, profitant d'une législation datant de 1993 qui, au dire de l'archéologue

portugais Francisco Alves, les y invite. L'UNESCO s'en était alors inquiétée tandis que les archéologues se préparaient au combat. Tant et si bien que les lois devraient être modifiées d'ici peu, selon Alves. Pas une de ces sociétés n'avouerait être attirée par l'appât du gain. C'est ainsi par exemple qu'une «meilleure connaissance de notre passé, des techniques de construction et d'armement des navires, la compréhension de l'évolution historique et culturelle, l'apport d'objets archéologiques de première importance aux musées nationaux et régionaux» sont les objectifs affichés de la société Arqueonauticas, dirigée par le vice-amiral Isaias Gomes Teixeira. Il n'en reste pas moins que ces «explorations» ont un prix...

LOGIQUE COMMERCIALE

«On ne peut pas faire de l'archéologie tout en pratiquant la chasse aux trésors, estime Paulo Montero, spécialiste d'archéologie marine au Musée Angra do Heroísmo de Terceira. Elle est mue par une logique commerciale: il faut travailler vite pour remonter le maximum d'objets et les vendre. Un archéologue peut passer 10 ans à étudier et fouiller un navire, en conserver les objets et publier ses conclusions. Ce travail

nous permet de recueillir une foule d'informations et de connaissances. Avec les chasseurs de trésors, toutes ces données se perdent: rien n'est archivé et les objets aboutissent dans des collections privées. C'est tragique, pour l'humanité en général et pour le Portugal en particulier. Là où il n'y a pas de connaissances, il n'y a pas de mémoire.»

Une situation semblable prévaut aux Philippines, autre escale des Espagnols et chaînon commercial important avec l'Asie du Sud-Est depuis plus d'un millénaire. «On ne peut même pas compter les épaves immergées dans les eaux territoriales philippines», déplore Wilfredo Ronquillo, responsable de l'archéologie au Musée national de Manille. Le musée a établi un système d'autorisation pour les projets de fouilles sous-marines menées avec des organisations ou sociétés intéressées: les objets uniques vont au gouvernement et le reste est réparti à égalité. Mais le contrôle est très lâche. Des étrangers vont jusqu'à contacter et rémunérer des pêcheurs. Ils leur montrent le type de céramiques anciennes qu'ils souhaitent acheter. Ainsi, de nombreux pêcheurs recherchent ces biens culturels immergés et, ce faisant, détruisent le site.»

Il en va de même aux Caraïbes, autre territoire de prédilection des chasseurs de trésors, ainsi que dans les mers d'Asie du Sud-Est, au large du Viet Nam, de la Malaisie ou de l'Indonésie. En Turquie, une enquête concluait déjà en 1974 que toutes les épaves de l'époque classique au large de ses côtes avaient été fouillées.

La chasse aux trésors est une affaire juteuse, comme le prouvent les opérations des grandes salles des ventes internationales. En 20 ans, Christie's est devenue la spécialiste mondiale de ce qu'elle appelle «du matériel récupéré légalement ou sous licence, provenant d'épaves historiques». En 1986, elle a retiré 16 millions de dollars de la vente de 3.786 lots de porcelaines chinoises et de lingots d'or de la «cargaison de Nankin», récupérée sur le *Gerdermalsen*, un navire battant pavillon hollandais, coulé en 1752 dans la mer de Chine du Sud. Et en 1992, la vente de porcelaines chinoises, connues comme la «cargaison Vung Tao», provenant d'une épave au large de la côte méridionale du Viet Nam, a rapporté près de 7,2 millions de dollars.

culturel subaquatique. «Ce domaine n'a rien de nouveau pour l'UNESCO, rappelle Lyndel Prott, chef de la Section des normes internationales. Dès la fin des années 50, nous définissions des orientations générales pour les fouilles archéologiques sous-marines. Depuis, les progrès de la technologie et l'expansion du sport de plongée ont considérablement accru les menaces qui pèsent sur les sites immergés, au point qu'une nouvelle réglementation s'impose.»

L'Association de droit international (ILA) a présenté un projet qui pourrait servir de base à une convention. Mais que protégerait-elle exactement? Il précise: «On entend par patrimoine culturel subaquatique toute trace sous-marine d'existence humaine: sites, structures, objets et restes humains, assortis de leur contexte archéologique et naturel, ainsi que les épaves telles que vaisseaux, avions et autres engins et leurs diverses composantes, leur cargaison et autres contenus, y compris leur patrimoine archéologique et naturel.» Toutefois, précise Graham Henderson, président du Comité du patrimoine culturel

militaires, bateaux d'approvisionnement et autres vaisseaux ou avions détenus ou exploités par un État, ainsi que leurs contenus». Le *Titanic* illustre aussi un autre tenant du problème: comment protéger les bateaux coulés dans les eaux internationales? Celles-ci échappant à la juridiction des États, le projet propose trois solutions: ils pourraient contrôler les activités de leurs ressortissants; interdire leurs ports aux bateaux effectuant des fouilles de façon irrégulière; interdire l'entrée sur leur territoire d'objets remontés par des méthodes irrégulières.

Quant aux types d'activités pouvant être conduites sur un site, l'ILA suggère que ce patrimoine soit, en première option, préservé *in situ*. Elle propose d'en favoriser l'accès au public et de recourir, plutôt qu'aux fouilles, à des techniques non destructrices et au prélèvement d'échantillons, qui préservent son intégrité. Elle insiste aussi pour que les recherches soient correctement documentées.

PURISTES ?

Les chasseurs de trésors rétorquent que cette attitude «puriste» ne sert qu'une minorité: lorsqu'une épave reste enfouie, personne ne profite des informations qu'elle peut fournir ni de son contenu; et les archéologues, instituts de recherche et gouvernements n'ont pas les moyens de financer les fouilles.

Toutefois, l'intérêt du public pour ces découvertes permet d'augurer que ces problèmes seront surmontés. En Turquie, par exemple, les fouilles sous-marines conduites à Bodrum ont triplé la population locale et en ont fait un des sites touristiques les plus fréquentés du pays. Autres exemples: l'épave du *Wasa* qui rapporte à l'économie suédoise 300 dollars par touriste et par jour; le Musée maritime d'Australie, qui accueille 250.000 visiteurs par an; l'épave du *Mary Rose* qu'ont déjà visitée quatre millions de personnes... En revanche, la récupération à des fins commerciales des porcelaines du *Geldermalsen* a entraîné la destruction de l'épave, et les 16 millions de dollars de la vente ne profitent qu'à une seule société. Exposées dans un musée, elles auraient pu rapporter à la population locale la même somme tous les ans et permettre à tous de partager un trésor du passé.

Sue WILLIAMS



COMMENT
EMPECHER LES
CHASSEURS DE
TRÉSORS DE
LES PILLER?
(Photo ©
Sygma).

Bien qu'un nombre croissant de pays prennent conscience qu'il faut agir d'urgence, les moyens de freiner le zèle des chasseurs de trésors restent limités et les problèmes complexes. Afin d'y faire face et d'inscrire ces questions dans un cadre juridique, l'UNESCO, la Section des affaires juridiques au sein de la Division des océans et du droit de la mer de l'ONU, ainsi que l'Organisation maritime internationale travaillent à une convention internationale pour la protection du patrimoine

subaquatique du Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS) et directeur du Musée maritime d'Australie occidentale, «cette définition ne s'applique qu'au patrimoine perdu ou abandonné et submergé depuis au moins 100 ans. Il incomberait aux États parties d'instituer une législation nationale couvrant les sites immergés depuis moins longtemps. Et le *Titanic*, par exemple, serait privé de protection. Ce projet ne s'applique pas non plus aux bateaux de guerre, avions

FLIBUSTIER OU ARCHÉOLOGUE ?

Figure de proue des explorateurs sous-marins, Bob Marx écume les océans depuis quarante ans pour y pêcher des trésors engloutis. Mais l'archéologie y trouve-t-elle son compte?

Somptueux pillleur», «crapule», «pirate», «escroc», mais aussi «le plus grand explorateur de notre temps», doté d'une «formidable expérience» et d'une connaissance «fabuleuse» de la période coloniale espagnole. Est-ce Barberousse? Non: Bob Marx, le chasseur de trésor le plus doué et le plus prospère au monde, dont la sulfureuse réputation auprès des archéologues marins justifie à elle seule une convention pour la protection du patrimoine culturel subaquatique. À 60 ans, il a passé les deux tiers de sa vie à écumer le fond des océans à la recherche des galions qui sillonnaient la mer entre l'Ancien et le Nouveau Monde, et des navires marchands européens chargés d'épices ou de porcelaine venues d'Asie.

«J'ai découvert plus d'épaves et renfloué plus de trésors que n'importe qui», s'enorgueillit-il. Nul ne le conteste. Cet Américain dit lui-même qu'il a «jeté un coup d'œil» sur quelque 2.500 épaves à travers le monde. Il a travaillé dans 62 pays, souvent en tant que consultant de gouvernements ou de musées de la marine, et fut parmi les premiers à recourir aux technologies de pointe pour détecter les épaves. Il a appris seul l'espagnol ancien pour pouvoir étudier les archives sur les routes maritimes qu'empruntait la flotte espagnole. Dans les années 60, le gouvernement de Madrid l'a décoré pour avoir reconstitué la caravelle de Christophe Colomb, la *Nina II*, et refait la traversée de 1492 jusqu'à San Salvador.

UNE PASSION

Aventurier né, mû par une passion pour les naufrages et l'histoire navale, son CV se lit comme un scénario digne d'Indiana Jones. À ceci près: il ne contient aucun titre officiel en archéologie. Bob Marx considère que ce n'est qu'un détail et que sa vaste expérience supplée amplement à l'absence de diplôme: «Quand j'ai commencé, l'archéologie marine n'existait pas. J'ai vite compris que je n'assouvrais ma passion qu'en trouvant des financements. Les gouvernements et instituts de recherche n'en fournissent pas. Or travailler sur une épave coûte entre 30.000 et 40.000 dollars par jour. Il faut donc faire appel à des investisseurs privés qui veulent en avoir pour leur argent et partager le gâteau.»

Il nie en avoir souvent pris une part supérieure à celle à laquelle il avait droit. «Normalement, je travaille sur la base de 75% pour nous et 25% pour l'État qui contrôle les eaux concernées et récupère en plus tous les objets exceptionnels». Ses méthodes de fouilles et de récupération lui valent d'être régulièrement attaqué par les archéologues. «Sans raison: aujourd'hui, tout le monde travaille avec eux. Nous ne pouvons pas nous en passer. Et la technologie que nous utilisons nous permet de

l'eau, épaves ou objets anciens. Ces découvertes appartiennent à l'humanité tout entière», déclarait-il en octobre 1995 devant la sous-commission américaine sur l'océanographie lors de l'examen de la loi sur les épaves abandonnées. Ses détracteurs n'y voient qu'un coup de bluff pour être reconnu par la communauté des archéologues ou se gagner les faveurs (et les autorisations) des gouvernements. Il est connu pour n'en faire qu'à sa tête, pour sa ténacité, pour son mépris de la

BOB MARX
(À DROITE)
REMONTE À LA
SURFACE DES
CRUCHES D'UN
GALION
ESPAGNOL
COULÉ AUX
PHILIPPINES EN
1611 (Photo
© Phoenician
Explorations).



travailler avec une précision inconnue jusqu'ici. Nous pouvons effectuer les relevés d'un site en trois dimensions, en notant l'emplacement exact des objets, encore que ce soit bien plus difficile quand les épaves sont dispersées sur plusieurs kilomètres, comme c'est souvent le cas.»

Plus motivé, dit-il, par la fièvre de la découverte et les connaissances ainsi engrangées que par les trésors eux-mêmes («je suis millionnaire, je n'ai pas besoin d'argent»), il dit se battre pour la protection du patrimoine immergé. Ses multiples articles plaident pour la sauvegarde des sites immergés, comme dans le cas de la ville engloutie de Port Royal à la Jamaïque (où Bob dirigea les fouilles pour le compte du gouvernement). À l'instar du «grand-père» de l'archéologie sous-marine, George Bass, ou de Robert Ballard, l'ingénieur qui travailla sur le *Titanic*, il demande la révision de la législation américaine sur les épaves pour les protéger des chasseurs de trésors: «Le principe du 'celui qui le trouve le garde' ne devrait jamais s'appliquer à ce qui gît au fond de

bureaucratie et de ce qu'il qualifie de «nationalisme», pour sa façon d'utiliser ses amis bien placés (et de changer les lois, comme aux Açores).

Il n'a pas tort néanmoins de suggérer que les archéologues devraient travailler plus étroitement avec des gens comme lui, qui ont accès à la technologie et aux financements, de même qu'avec les plongeurs ou les pêcheurs qui souvent remontent à la surface des objets inhabituels. «Si les archéologues leur expliquaient comment collecter les informations qu'eux-mêmes souhaitent, tout le monde y trouverait son compte, comme cela se fait déjà avec un certain succès en Angleterre, en France, aux Pays-Bas et dans les pays scandinaves.»

Reste à savoir dans quelle mesure Bob Marx serait disposé à revoir ses méthodes. Interrogé sur son sentiment à l'égard d'une convention qui réduirait ses activités, il répond le plus sincèrement du monde: «Mais je fais un travail d'archéologue. En quoi me gênerait-elle?»

S. W.

LE DROIT ENTRE DEUX EAUX

Aujourd'hui, le droit protège peu le patrimoine culturel immergé. Pourquoi? Début de réponse dans l'histoire de la technologie maritime et du droit de la mer.

Les États côtiers exerçaient jusqu'en 1958 leur souveraineté sur leurs eaux intérieures, jusqu'à la laisse de basse mer (limite de la mer à marée basse), et, au-delà, sur la bande adjacente des eaux territoriales qui s'étendait (dans la plupart des cas) sur trois

menaces sur le patrimoine sous-marin ont gagné le reste de l'océan, y compris les grands fonds. Or c'est là que gît une grande partie du patrimoine culturel inexploré. Pour des raisons chimiques et biologiques, les épaves situées en eaux profondes sont

article conférait une fonction de réglementation à l'autorité internationale, cette dernière n'est pas mentionnée dans la version finale, qui n'indique pas comment ces objets doivent être conservés ou cédés dans l'intérêt de l'humanité tout entière.

L'autre disposition se trouve dans l'article 303. Il énonce le principe selon lequel les États doivent protéger les objets de caractère archéologique ou historique découverts en mer et coopérer à cette fin. Il recourt à une fiction juridique complexe pour permettre à l'État côtier de sanctionner les chasseurs de trésors qui enlèvent des objets dans la zone contiguë, laquelle peut s'étendre jusqu'à 24 milles marins de la côte.

RESTRICTION INACCEPTABLE

Malheureusement, il ajoute que ces dispositions ne portent atteinte ni au droit de récupérer des épaves ni aux autres règles du droit maritime. Une restriction inacceptable pour les adversaires des chasseurs de trésors qui estiment que le droit relatif à la récupération des épaves (admettant une rémunération pour celui qui sauve des biens des périls de la mer) ne devrait pas s'appliquer au patrimoine culturel. Mais comme il est aussi stipulé que ce droit ne peut être opposé à d'autres accords internationaux, la voie reste ouverte pour négocier un instrument juridique supplémentaire.

On aurait tort de croire qu'en dehors de ces articles-cadres de la convention, aucun texte ne concerne le patrimoine culturel sous-marin. De nombreux États ont une législation qui protège les épaves historiques et autres vestiges se trouvant dans les eaux territoriales. Certains ont même décidé de légiférer pour contrôler les fouilles sous-marines au-delà, sur le plateau continental, dans la zone économique exclusive (ZEE) ou dans la zone contiguë. Mais ces législations manquent d'uniformité et il n'existe aucun consensus sur les principes qui les sous-tendent.

Il est évident qu'il faut au plus vite combler ces lacunes face aux menaces nées de l'avancée des technologies.

Edward BROWN
Directeur, Centre de droit et politique
de la mer (Royaume-Uni)



LES CHASSEURS
DE TRÉSORS
PEUVENT
INVOQUER LE
DROIT SUR LA
RÉCUPÉRATION
DES ÉPAVES
POUR FAIRE
MAIN BASSE
SUR LE PATRI-
MOINE SOUS-
MARIN (Photo
© GAMMA/
B. Roman).

milles marins (un peu plus de 5 km). L'unique zone où les États pouvaient aussi exercer leur autorité à des degrés divers était la zone contiguë, adjacente à la mer territoriale et d'une largeur variable. Toutefois, elle n'était pas prise en compte lorsqu'il s'agissait du patrimoine culturel. À l'époque, l'idée de faire valoir des droits souverains sur le plateau continental commençait à peine à faire son chemin et les eaux s'étendant au-delà de la limite des trois milles marins appartenaient à la haute mer. En vertu du principe général de la liberté qui y régnait, on était libre d'y poursuivre toute activité non interdite par des dispositions expresses du droit international.

À la même époque, il suffisait, pour assurer la protection du patrimoine culturel sous-marin, que les États adoptent une législation nationale applicable dans la limite des trois milles puisque les techniques disponibles ne permettaient pas de rechercher au-delà. Mais l'invention du scaphandre autonome pendant la seconde guerre mondiale et son usage croissant ont induit un retard - qui n'a pas encore été rattrapé - du droit sur la technique.

Avec l'utilisation de ce matériel de plongée, des sonars, des engins télécommandés, des caméras vidéo sous-marines et des submersibles avec équipage, les

exceptionnellement bien conservées; il est d'autant plus urgent de mettre en place de nouveaux dispositifs juridiques pour les explorer de façon responsable.

Depuis les années 50, deux grandes conférences ont fait progresser le droit de la mer. Celle de Genève (1958) a produit quatre conventions mais aucune ne mentionne le patrimoine culturel sous-marin. Puis la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (UNCLOS III) aboutit en 1982 à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. Sur 320 articles, elle n'en consacre que deux à ce patrimoine. L'article 149 vise «*tous les objets de caractère archéologique ou historique trouvés dans la zone*», c'est-à-dire le fond des océans qui s'étend vers le large au-delà de la limite extérieure du plateau continental - zone où la convention institue un régime d'exploitation des minéraux, administré par une autorité internationale. Cet article part d'une bonne intention: assurer que les objets trouvés dans cette zone soient «*conservés ou cédés dans l'intérêt de l'humanité tout entière, compte tenu en particulier des droits préférentiels de l'État ou du pays d'origine, ou de l'État d'origine culturelle ou encore de l'État d'origine historique ou archéologique*». Alors que dans l'un de ses premiers projets cet

UN GÂTEAU DIFFICILE À PARTAGER

À qui appartiennent les trésors enfouis dans les épaves qui ont sombré il y a plusieurs dizaines - voire centaines - d'années, surtout dans les eaux internationales? Un véritable casse-tête.

Personne ne conteste que les États exercent leur souveraineté sur les épaves et les sites découverts dans leurs eaux territoriales. D'autres vont plus loin et prennent le contrôle d'épaves situées dans des zones comme le plateau continental. Mais cela ne signifie pas qu'ils puissent en revendiquer la propriété. Là où l'État n'est pas impliqué, le propriétaire d'une épave peut interdire tous travaux sur le site ou revendiquer la propriété de tout objet découvert. Mais qui est le propriétaire? Et qu'en est-il des épaves dans les eaux internationales?

Prenez le *Central America*. Il a coulé en 1857 à 160 milles marins des côtes de Caroline du Sud, avec une cargaison d'or qui valait un million de dollars. Il est échoué à environ 2.400 mètres de profondeur. L'épave a été localisée en 1988 par le Columbus-America Discovery Group qui en a ramené beaucoup d'objets et de métal précieux. Demandant aux tribunaux américains qu'il soit reconnu propriétaire de l'or, le groupe s'est heurté à l'opposition de 31 compagnies d'assurance britanniques et américaines qui avaient versé des indemnités aux propriétaires à l'époque de la catastrophe. La cour a confirmé leur position, même si les documents fournis étaient peu nombreux, l'essentiel ayant disparu.

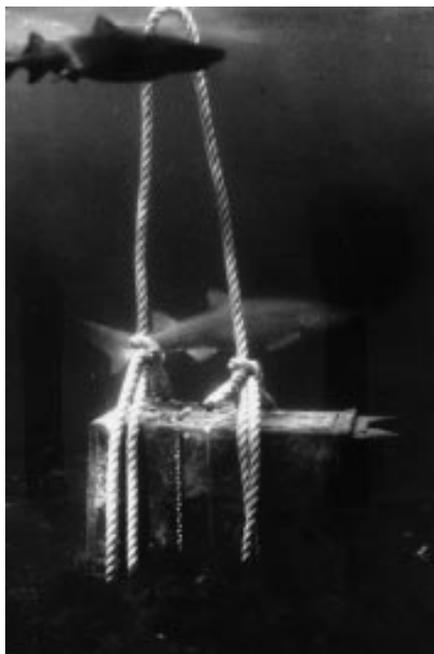
SAUVETEUR OU PROPRIÉTAIRE?

Mais, au-delà, les compagnies d'assurance avaient-elles oui ou non abandonné leurs biens? Le tribunal américain soutint que ce n'était pas le cas, considérant que l'abandon ne peut être prouvé que par une déclaration expresse du propriétaire. Columbus-America était donc un sauveteur. Et à ce titre, la cour a jugé qu'il devait recevoir 92,7% du produit de la vente de l'or assuré et garder le reste de l'or et les objets. Mais certains voient les choses autrement: les assureurs n'ayant rien fait pour retrouver l'or pendant 100 ans, l'abandon serait par-là même constitué, même si à l'époque aucune technologie ne permettait d'atteindre l'épave. Dans le cas du *Lusitania*, un tribunal britannique a ainsi considéré que son contenu avait été abandonné après 67 années passées sans tenter de le retrouver.

L'Espagne n'a jamais fait appliquer son titre de propriété sur les épaves de sa flotte de galions aux Caraïbes ni sur l'Armada

de 1588. Mais les Pays-Bas revendiquent, de par leur droit de succession, toutes les épaves ayant appartenu à la Vereenigde Oostindische Compagnie (VOC, Compagnie des Indes orientales). Il y a donc eu débat en Norvège au début des années 70, suite à la découverte de pièces d'or et d'argent du *Akerendam* qui avait coulé au large de l'île de Runde en 1725. Le gouvernement néerlandais a revendiqué la propriété de l'épave et obtenu 10% des pièces.

Le même problème est apparu lorsque les vestiges de navires de la compagnie ont été découverts au large de l'Australie occidentale. Le gouvernement australien a



UN BUTIN ÂPREMENT DISPUTÉ
(Photo © O. Franken/Sygma).

considéré que plus de 300 ans sans tentative de retrouver ces navires équivalaient à un abandon. Les Pays-Bas n'étaient pas de cet avis. Le problème fut résolu en 1972 par l'Accord entre l'Australie et les Pays-Bas concernant les épaves néerlandaises anciennes. Il stipule que les Pays-Bas «transfèrent à l'Australie tous leurs droits, titres et intérêts relatifs aux épaves de la VOC échoués sur ou au large des côtes de l'État d'Australie occidentale, et à tout objet y étant rattaché».

Plus on remonte dans le temps et moins ces questions se posent. Il y a peu de

chances qu'un propriétaire se présente pour une galère phénicienne! Mais d'autres problèmes peuvent surgir, en particulier si l'épave repose hors des eaux territoriales ou de toute autre zone sur laquelle un État revendique la souveraineté (par exemple, l'Irlande et l'Australie sur les épaves de leur plateau continental).

Et que se passe-t-il si deux groupes de chercheurs prétendent avoir découvert le même site et souhaitent y travailler de façon indépendante? Chacun peut demander à un tribunal d'être déclaré propriétaire de tout objet extrait du site. Ainsi, un tribunal de Virginie a accordé le statut de sauveteur et propriétaire du *Titanic* à la société américaine R.M.S. Titanic et lui a octroyé les droits exclusifs sur les objets qu'elle ramène de l'épave, bien que celle-ci se trouve à des centaines de milles du territoire américain. Malgré cette décision, elle pourrait avoir du mal à empêcher quelqu'un sans rapport avec les États-Unis d'aller sur le site.

MILITAIRE OU CIVIL?

Par ailleurs, nombre d'États revendiquent l'immunité souveraine de leurs bateaux de guerre, avions militaires et tous objets qui y sont attachés. Ce qui signifie qu'il faut demander la permission au pays dont le navire battait pavillon avant de commencer toute activité sur le site, même s'il se trouve dans les eaux d'un autre État. Questions: jusqu'à quelle période du passé s'applique cette obligation ou qu'est-ce précisément qu'un bateau de guerre, par exemple? Jusqu'en 1856, les navires corsaires - officiellement autorisés à se saisir des bateaux ennemis et de leur cargaison - venaient souvent suppléer les forces navales conventionnelles. Qu'advient-il d'une revendication d'immunité souveraine pour ce type de navire?

Face à toutes ces incertitudes, difficile de prévoir comment un site d'épave pourrait être exploité de façon à préserver les données archéologiques et les objets sans valeur commerciale qu'il renferme. Un casse-tête de plus pour les rédacteurs d'une future convention internationale...

Patrick O'KEEFE
Consultant en gestion et droit du patrimoine

LE RENFLOUAGE DU MARY ROSE

La fouille et le sauvetage du Mary Rose, un navire de guerre des Tudor (XVI^e siècle), est un travail exemplaire d'archéologie sous-marine. Il montre aussi qu'une telle tâche est une entreprise à long



(Photo © The Mary Rose Trust).

La *Mary Rose* a été construite entre 1509 et 1511 pour servir dans la marine de Henry VIII jusqu'à ce qu'elle coule au large de l'Angleterre en 1545. Les Français affirment que l'un de leurs canons l'a envoyée par le fond mais il semblerait plutôt qu'elle ait simplement été surchargée ou victime d'une fausse manœuvre.

Après l'échec des premières tentatives de sauvetage, l'épave est tombée dans l'oubli. Elle a été redécouverte en 1971 et les contours de la coque progressivement découverts et étudiés. Sept ans plus tard, une fente apparut dans la proue, permettant aux archéologues de jeter un œil à l'intérieur. Coup de chance: une grande partie des affaires personnelles de l'équipage, ainsi que les provisions du bateau, s'étaient conservées. La coque fut considérée comme récupérable et le Mary Rose Trust constitué en janvier 1979 avec pour objectifs «de trouver, enregistrer, fouiller, renflouer, mettre à sec, préserver, étudier et exposer pour toujours à Portsmouth la Mary Rose.»

«Bien que l'objectif fût de renflouer la coque dans la mesure du possible, explique Christopher Dobbs, de la Mary Rose Foundation, la décision d'aller de l'avant ne fut prise qu'en janvier 1982 quand on disposa de toutes les informations nécessaires pour prendre la bonne décision.»

Le navire fut finalement renfloué le 11 octobre 1982. Quelque 60 millions de téléspectateurs du monde entier y assistèrent grâce à la première émission retransmise en direct du fond de la mer. Le renflouage dura huit heures pour éviter l'effet d'aspiration. Lorsque l'épave fut délicatement arrachée à la vase, une énorme grue flottante la déplaça sous l'eau pour la déposer dans un «berceau» spécial. Le tout, qui pesait 580 tonnes, fut soulevé et hissé sur le rivage. L'eau se trouvant à l'intérieur de la coque fut pompée pour réduire la charge.



(Photo © The Mary Rose Trust).

terme. Et l'intérêt qu'elle suscite auprès du public a permis de la financer sans recourir aux fonds publics.

(Photo © The Mary Rose Trust).



Un membre de l'équipe chargée de la conservation inspecte la poupe du navire, qui se trouve dans un abri spécialement construit à cet effet, non loin de l'endroit où il fut originellement construit.

Pendant 12 ans après son renflouage, le *Mary Rose* fut aspergé tous les jours d'eau douce, sa coque et ses ponts remis d'aplomb. En 1994, la conservation active commença en utilisant de la cire soluble dans l'eau, le polyéthylène glycol, qui, au bout de 10 ans, remplacera l'eau contenue dans le bois et habillera la coque. L'épave sera ensuite lentement séchée pour supprimer tout résidu de moisissure.

Le bâtiment où est entreposé le *Mary Rose* abrite, entre autres, des galeries d'exposition équipées de l'air conditionné et des écrans de protection contre les conservateurs chimiques.

13 . . .

Plus de 19.000 objets, banals pour la plupart, ont été recueillis. Mais l'épave a apporté bien plus: elle a grandement enrichi notre connaissance de l'architecture et de la construction des bateaux au temps des Tudor et de la vie des équipages. Et elle n'a pas fini de livrer ses secrets...

Cette épave remarquable a aussi affuté l'expertise des archéologues sous-marins. Cinq cents plongeurs amateurs encadrés par une petite équipe d'archéologues professionnels ont réalisé 28.000 plongées pour fouiller le bateau entre 1979 et 1982... Leur travail a prouvé qu'il est tout aussi possible de fouiller et d'étudier des sites sous-marins que terrestres.

En 1982, le projet concernant la *Mary Rose* avait déjà coûté 2,8 millions de dollars, financés par des sponsors privés, des collectes de fonds menées par le Mary Rose Trust et les revenus touristiques. Plus de 4,25 millions de personnes sont venues voir l'épave.



(Photo © The Mary Rose Trust).

BIENVENUE À «TITANIC LAND»!

Dans l'histoire de la marine, aucun nom n'évoque mieux les promesses et les pièges du progrès technique que le Titanic. Avec, en remorque, son cortège d'argent.

Une confiance excessive dans la technologie l'a tué. Réputé insubmersible, le *Titanic* coula après avoir heurté un iceberg lors de son voyage inaugural en 1912, entraînant la mort de quelque 1.500 personnes. Mais la technologie contemporaine fait aussi des miracles: l'épave du *Titanic* a refait surface en 1985.

Cette année-là, en association avec l'Ifremer (Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer), un groupe de spécialistes américains dirigé par Robert D. Ballard, océanographe et ancien officier de marine, parvint à repérer l'épave à 500 km de Terre-Neuve (Canada) par quelque 4.000 mètres de fond, grâce à un robot de quatre mètres baptisé *Argo*. Avec ses caméras-vidéo, il put faire parvenir par l'intermédiaire de câbles de fibres optiques les images du navire englouti, dont la proue et la poupe gisaient à 800 mètres l'une de l'autre.

Fort de ce succès, Ballard revint sur les lieux en 1986, équipé de l'*Alvin*, un sous-marin de poche de la marine américaine, capable de transporter trois personnes à une

puissants projecteurs de son robot, Ballard réussit à montrer pour la première fois des images du paquebot englouti. L'œil de la caméra circulait à l'intérieur et à l'extérieur du navire, se déplaçant parmi les milliers d'objets éparpillés autour de l'épave - morceaux de charbon, porcelaine, bouteilles de vin ou paires de chaussures. Il ne subsistait apparemment aucun reste humain.

Au départ, Ballard avait proposé que l'on récupère et restaure les objets pour qu'ils servent de mémorial des naufragés. Il y renonça par la suite, les héritiers et les associations concernées du monde entier ayant crié au viol de sépulture. En revanche, l'équipe française revint sur le site en 1987, associée à l'homme d'affaires new-yorkais George Tulloch, qui avait fondé pour la circonstance la société RMS Titanic Inc. En vertu du droit international (qui revient à privilégier celui qui trouve un objet au détriment de celui qui l'a perdu), cette équipe obtint le droit de sauvetage de l'épave en parvenant la première à récupérer certains objets grâce au sous-marin

Amérique du Nord à partir d'avril prochain. «De toute façon, s'ils étaient laissés sur place, observe l'historien du *Titanic* Charles A. Hass, ils finiraient par disparaître un jour ou l'autre. Et comme les pouvoirs publics ne donnent pas un sou à l'archéologie sous-marine, il faut bien trouver d'autres sources de financement». D'autant que la technologie coûte très cher. RMS Titanic Inc., qui a investi 20 millions de dollars dans l'opération, ne néglige rien pour la rentabiliser. Le *Titanic* ayant emporté dans son naufrage 12.000 bouteilles de bière Bass, cette société a payé 250.000 dollars pour permettre aux gagnants des loteries qu'elle organise de suivre certaines expéditions. Le cinéma des grands fonds peut aussi rapporter gros: la chaîne de télévision câblée Discovery Channel a accepté de verser trois millions de dollars pour diffuser des images du *Titanic*.

PÉRIPÉTIES

Mais le point culminant de l'opération fut atteint le 31 août 1996. Ce jour-là, RMS Titanic Inc. entreprit de ramener à la surface, en l'arrimant à quatre flotteurs, un fragment de coque d'environ huit mètres sur sept, pesant environ 14 tonnes et portant quatre hublots intacts. L'idée consistait à le hisser à bord d'un navire en route vers New York, pour mener symboliquement à son terme la funeste traversée commencée 85 ans plus tôt à Southampton, en Angleterre. Deux navires de croisière suivaient, dont les passagers avaient payé 6.000 dollars pour assister à l'événement. Or la mer devint mauvaise; le *Titanic* sombra de nouveau.

Mais grâce à un émetteur de signaux acoustiques doté de batteries censées durer deux ans, «l'équipe de sauvetage ne se tient pas pour battue», affirme Philip S. Pennellatore, porte-parole de RMS Titanic.

Il faut donc s'attendre à de nouvelles péripéties. Grâce aux sous-marins, aux robots et aux sonars, l'exploration des grands fonds n'a plus rien à envier à celle de l'espace. Reste une question primordiale: qui utilisera ces outils, et qui profitera des découvertes qu'ils permettront?

William J. BROAD
Correspondant du *New York Times*

14

LE TITANIC
SERAIT-IL
MAUDIT,
COMME
CERTAINS LE
PRÉTENDENT?
(Photo ©
SIPA PRESS).



profondeur de 4000 m. Conçu pour repérer les épaves d'avion et installer des microphones à de grandes profondeurs, il l'utilisa comme sous-marin de reconnaissance miniature d'où était commandé un robot d'un mètre, baptisé Jason Junior, qu'il avait construit pour la marine américaine. Ce type d'engin télécommandé depuis la surface ou depuis un sous-marin a révolutionné les techniques d'exploration des grands fonds. Grâce aux caméras vidéo et appareils photos ainsi qu'aux

français *Nautilus*. Munis de bras articulés capables de déplacer des masses de plus de 100 kilos, le *Nautilus* put hisser à la surface 4.000 objets, souvent en y fixant des flotteurs remplis de gazole ou d'une mousse spéciale, plus légère que l'eau mais incompressible à de grandes profondeurs.

S'étant engagé à ne pas toucher au corps de l'épave et à ne pas commercialiser les objets récupérés, RMS Titanic Inc. a restauré et exposé nombre d'entre eux en Europe avant leur présentation en

LA GLOIRE TARDIVE D'UN PITEUX NAUFRAGE

Comment transformer un bien triste épisode de l'histoire suédoise - le naufrage d'un somptueux navire de guerre lors de son lancement - en succès touristique et culturel.

Joyau de l'armada suédoise, le *Wasa* prit la mer le 10 août 1628 pour donner une leçon à l'ennemi polonais. La foule se pressait sur les quais et les vivats fusaient. Mais quelques minutes après avoir largué les amarres pour son premier voyage, le navire de guerre sombra corps et biens. Ce fut l'un des échecs les plus cuisants de l'histoire scandinave.

Trois siècles plus tard, le *Wasa* fascine à nouveau les foules, cette fois comme attraction touristique. Renfloué et restauré

démontèrent mâts, espars et gréement. En accrochant ces câbles à des pontons immergés dont l'eau fut progressivement chassée, ils soulevèrent le *Wasa* qui, en 1961, remonta enfin du fond de la mer sous l'œil des caméras de télévision et les applaudissements des historiens et archéologues. C'était la plus ancienne épave du monde à refaire surface, battant de 130 ans le célèbre *Victory* de Lord Nelson.

Toutefois, la difficulté ne consistait pas seulement à renflouer le bateau mais à le

chaussures, une bible, des outils de menuisier et les plus anciennes pipes en argile suédoises. Ils ont aussi découvert le squelette de 25 des 50 hommes et femmes qui coulèrent avec le bateau, dont celui d'un marin portant encore à la ceinture une bourse de cuir.

Jusqu'en 1990, le Musée *Wasa* occupait un bâtiment rongé par la rouille en raison du taux d'humidité de 98% nécessaire à la conservation du bateau. Aujourd'hui, un édifice mieux adapté, avec salles de projection et ordinateurs, abrite le *Wasa*. On peut y voir une reconstitution des appartements du commandant et les affûts de canons. «*Les Suédois commencent à s'intéresser à cette période qui vit de profonds changements dans la société, constate Karl Helmersson. Sous Gustave-Adolphe II, la Suède s'est imposée comme une grande puissance européenne.*»

VAISSEAU VIRTUEL

Les centaines d'objets présentés, sans parler du vaisseau, suffisent à enflammer l'imagination des jeunes. Non seulement ils explorent l'univers quotidien des marins, mais ils peuvent reconstituer le navire et en corriger les défauts sur ordinateur. Ils construisent sur écran leur propres bateaux dont ils déterminent les dimensions, puissance de feu, nombre de mâts et lest, observant ainsi que si le *Wasa*, avec ses 69 m de long et 51,5 m de haut, avait seulement eu 0,4 m de plus en largeur que ses 11,3 m, l'accident ne se serait sans doute pas produit. Car la hauteur des mâts, le poids des canons et l'insuffisance de lest se conjuguèrent pour signer sa perte.

La gloire tardive du *Wasa* soulève de nouvelles questions et de nouveaux espoirs pour d'autres renflouages dans l'archipel suédois de la Baltique. Les historiens ont connaissance de 12 navires de guerre des XVI^e et XVII^e siècles, dont six restent encore à localiser. Entre les eaux saumâtres glaciales qui les protègent des tarets et les lois suédoises qui les élèvent au rang d'antiquités nationales propriété de l'État, les perspectives de découvrir et exploiter d'autres trésors historiques s'annoncent prometteuses.

Petter KARLSSON
à Stockholm



EN 1961, LE VAISSEAU REFAIT SURFACE, QUASI INTACT (Photo © Musée *Wasa*, Stockholm).

grâce à des prouesses technologiques, il est la pièce maîtresse du seul musée suédois à équilibrer ses comptes par lui-même. Avec 750.000 visiteurs par an, le Musée *Wasa* de Stockholm affiche environ cinq millions de dollars de recettes pour 1996.

Les recherches pour localiser le *Wasa* débutèrent aussitôt après le naufrage, mais on ne s'attela sérieusement à son renflouage qu'en 1956, lorsqu'un ingénieur suédois, Anders Franzén, utilisa un «détecteur de bois» de sa fabrication pour situer le vaisseau dont il ne doutait pas du bon état de préservation, l'eau saumâtre glaciale l'ayant certainement protégé des attaques des tarets (des mollusques qui creusent des galeries dans les bois immergés). Les plongeurs confirmèrent ses prédictions et le gouvernement, avec l'appui de l'industrie privée, entama les préparatifs de renflouage. Il fallut trois ans aux plongeurs pour faire passer des câbles d'acier dans des tunnels creusés au jet sous le ventre de ce navire de 1.400 tonnes. D'autres plongeurs

préservent. Soumettant le vaisseau au jet constant d'extincteurs, les experts ont inventé la «méthode du glycol»: on imbibe de ce produit le bois de chêne pour l'empêcher de se fendre en séchant.

«*Le Wasa a fourni une foule d'informations inédites sur la construction navale de l'époque*», estime Klas Helmersson, directeur par intérim du musée. Bien qu'une lettre adressée au roi Gustave-Adolphe II décrive le naufrage, il restait une énigme. Selon une théorie qui a la vie dure, les 64 canons du *Wasa* n'avaient pas été arrimés, provoquant le naufrage en roulant sur le pont. Mais nous savons aujourd'hui que le poids des pierres lestant la quille était insuffisant pour stabiliser le navire.

«*Surtout, ajoute Helmersson, nous pouvons explorer cette époque avec précision.*» Le *Wasa* ouvre une fenêtre sur le passé, éclairant la vie à bord au XVII^e siècle. Des archéologues ont fouillé le moindre recoin du vaisseau, riche de 500 sculptures et objets quotidiens: montres, jeux, fourchettes,

PLEINS FEUX SUR LE PHAROS

La septième merveille du monde - le phare d'Alexandrie - refait surface. Les touristes amateurs de plongée pourraient bientôt se presser en Égypte pour la redécouvrir.

Les abords de l'île de Pharos, au large d'Alexandrie, sont peuplés d'étranges créatures. Plongez à six ou huit mètres de profondeur et vous vous trouverez nez-à-nez avec des sphinx, des femmes et des hommes aux proportions imposantes, perdus dans un champ de ruines.

Les archéologues sous-marins, eux, nagent en plein bonheur; ils pensent avoir retrouvé les restes de la septième merveille du monde: le phare d'Alexandrie. Les amateurs de plongée pourront bientôt partager leur enthousiasme, si le projet de transformer ce formidable site en parc archéologique sous-marin parvient à émerger. Il figurera à l'ordre du jour d'un atelier réunissant archéologues, spécialistes de l'environnement marin et décideurs à Alexandrie du 7 au 11 avril, à l'initiative de l'Université de la ville, de l'UNESCO et du Conseil supérieur des antiquités égyptien (CSA). Lancée par Hassan El-Banna, de la Faculté des sciences, et Selim Morcos, consultant pour l'UNESCO, cette formule garantirait la conservation des vestiges là où l'Histoire les a amenés.

TREMBLEMENTS DE TERRE

Celle du Pharos commence au III^e siècle avant JC, lorsque Ptolémée II le fit construire, sur une idée de son père. Le phare s'élevait à 100 mètres dans une cour à colonnades. Il reposait sur une base carrée surmontée d'un étage octogonal, lui-même coiffé d'un niveau cylindrique avec, au sommet, une lanterne couronnée d'une statue de Poséidon. Mais du IV^e au XV^e siècles après JC, une série de tremblements de terre en vint à bout. Lorsque le voyageur arabe Ibn Battuta le visita en 1349, il le trouva «dans un tel état de ruine qu'il était impossible d'y pénétrer». Plus d'un siècle plus tard, le sultan mamelouk Ashraf Qaitbay fit construire un fort sur le site.

Qu'advint-il du phare? Certaines parties ont été récupérées et intégrées au fort, beaucoup plus petit. Mais l'on se soucia peu, jusqu'à une période récente, du corps du bâtiment et de la statuaire, qui reposaient au fond des eaux. Bien que le site fût connu des autorités, il fallut attendre le début des années 60 pour qu'un plongeur alexandrin presse la marine de repêcher une statue colossale représentant une reine

ptolémaïque sous les traits d'Isis. À la demande des autorités, une étude préliminaire parrainée par l'UNESCO fut conduite par le plongeur britannique Honor Frost en 1968. Faux départ; le site retomba dans l'oubli, par manque d'archéologues spécialisés et parce qu'il devint zone militaire.

Il ne refit surface qu'au début des années 90. Alors qu'elle tournait des séquences sous-marines, la réalisatrice Asmaa El-Bakri remarqua une digue de béton en construction au-dessus des vestiges, afin de protéger le fort Qaitbay. La campagne médiatique qui s'ensuivit amena le CSA à suspendre les travaux tout en donnant le feu vert à une mission chargée de réaliser des fouilles de sauvetage. Commencées en

s'explique par la pratique ptolémaïque qui consistait à réutiliser des vestiges pharaoniques. Certains d'entre eux, mêlés à des éléments hellénistiques et romains, auraient été jetés à la mer à la fin de l'époque romaine et au temps des mamelouks pour protéger le port d'Alexandrie.

L'autre catégorie est constituée de blocs beaucoup plus lourds - 50 à 70 tonnes. Leur taille évoque un monument énorme et certains sont cassés en deux ou en trois, indiquant qu'ils sont tombés de haut. Empeureur et ses collaborateurs n'en démordent plus: il s'agit des restes du phare d'Alexandrie. Une trentaine de pièces ont été repêchées, restaurées et exposées dans l'amphithéâtre de Kom el Dikka, à Alexandrie.

LES FOUILLES
ONT PERMIS
DE RÉALISER
UNE RECONSTRUCTION
VIRTUELLE DU
PHARE
(Photo ©
Gedeon/En
Machine/
Sigma).



1994 sous la direction de Jean-Yves Empereur, chef du Centre d'études alexandrines (CEA), elles couvrent une zone d'environ 2,25 ha au nord-est du fort. Plus de 2.000 pièces ont été répertoriées, nettoyées, photographiées et couchées sur un plan. Les fonds sont fournis par l'Institut français d'archéologie orientale (IFAO) et des partenaires français privés.

La profusion et l'amoncellement enchevêtré d'objets représentant des époques différentes - pharaonique, ptolémaïque et romaine - ont compliqué la tâche des archéologues. Mais l'analyse informatisée des cartes du site et l'examen de chaque bloc ont permis de distinguer deux catégories d'éléments bien distinctes. Selon Empereur et Jean-Pierre Corteggiani, un égyptologue de l'IFAO, la présence de sphinx et d'inscriptions hiéroglyphiques

Non seulement ces fouilles pourraient avoir d'importantes retombées touristiques mais elles ont ouvert de nouvelles perspectives aux archéologues égyptiens. Le CSA a créé, il y a deux mois, un département d'archéologie sous-marine. Pourtant, la poursuite de la campagne fait des vagues. Alors que les archéologues veulent le démantèlement de la digue de béton destinée à protéger le fort, notamment pour dégager les éléments du Pharos bloqués dessous, le service des antiquités a demandé que l'on arrête de remonter les vestiges après avoir été accusé de privilégier un site préislamique au détriment du fort mamelouk. La réunion d'avril permettra-t-elle de calmer la tempête qui se lève?

Sophie BOUKHARI
avec Hala HALIM à Alexandrie

Découvertes Gallimard/Éditions UNESCO
Prix: 57 FF.



*«Morceaux choisis» des débats, échanges
et controverses nés des deux Rencontres
philosophiques de l'UNESCO de 1995 et 1996.*

À L'ÉCOLE OU EN DEHORS ?

● «À la fois un chant à la vie et le chant de la mort rappelé par les 48 photos des victimes, réunies grâce à trois mois d'enquête dans les favelas de São Paulo», explique Alex Peirano Chacon, maître d'œuvre d'un **CALENDRIER 1997** réalisé par la maison d'édition brésilienne Gráficos Burti. Sélectionnés parmi plus de 2.000 œuvres émanant de 70 écoles et centres de 15 États



LE CALENDRIER PRÉSENTÉ À LA MÈRE D'UN DES ENFANTS ASSASSINÉS (À GAUCHE) (Photo © Camera 1/Samuel Javelberg).

brésiliens, les 13 dessins qui le composent sont exposés, avec 150 autres, à l'UNESCO du 21 janvier au 13 février. Ils sont accompagnés de photos d'enfants assassinés au cours des deux dernières années. Les bénéfices tirés de la vente du calendrier iront au programme de l'UNESCO pour l'éducation des enfants brésiliens en détresse.

▼ En juin dernier se tenait à l'UNESCO un symposium international intitulé «DES INSÉCURITÉS PARTIELLES À LA SÉCURITÉ GLOBALE». Il avait pour objectif d'entamer un dialogue avec «les instituts de défense et les centres d'études stratégiques de divers pays et régions et, par leur biais, avec les forces armées, dans la conviction qu'ils ont un rôle fondamental à jouer dans l'édification d'une culture de la paix». Les Actes de cette conférence, qui réunissait quelque 200 participants, viennent de paraître.

☞ Service de la documentation,
Office de l'information du public

SOURCES UNESCO

Tous les articles sont libres
de tout droit de reproduction.

• Une meilleure école suffira-t-elle à tarir l'analphabétisme et l'inadaptation aux nouveaux emplois en Amérique latine?

• À l'aube du XXI^e siècle, et selon des statistiques prudentes, 17% des adultes latino-américains sont analphabètes. Ils sont plus de 25 millions rien qu'au Brésil. Et la gravité de leur situation s'aiguise depuis que l'insertion dans le monde du travail et dans la vie de sa communauté exige une capacité toujours plus grande d'acquiescer, mettre à jour et utiliser des connaissances qui vont au-delà d'une maîtrise rudimentaire de l'écriture et du calcul.

• C'est dans un climat polémique qu'a baigné la conférence régionale préparatoire (Brasilia, 22-24 janvier) à la cinquième conférence internationale sur l'éducation des adultes (Hambourg, juillet 1997). Pour nombre de spécialistes réunis dans la capitale brésilienne, les résultats obtenus sont modestes, même pour ce qui concerne les initiatives en direction des jeunes et des adultes en dehors de l'enseignement formel. Pour les plus critiques, cette modestie est due aux «conceptions néolibérales qui se sont emparées du continent».

• POLARISATION

• Les représentants officiels se sont efforcés d'éviter un débat idéologique, mais ont reconnu que les efforts entrepris butent sur l'inefficacité des modes d'apprentissage et des difficultés de tout ordre. Ils ont même admis que parfois l'éducation des citoyens ayant dépassé l'âge de la scolarisation ne figurait pas parmi les priorités gouvernementales, focalisées sur l'enseignement fondamental et formel.

• La polarisation des débats fut évidente dès la séance d'ouverture, avec les interventions du Mexicain Carlos Nuñez, président du Conseil d'éducation des adultes d'Amérique latine, et des autorités du pays hôte. Le premier attribua à la mise en œuvre de concepts néolibéraux les carences de l'éducation des adultes et la baisse de divers indicateurs sociaux dans la région. En concentrant les efforts sur l'éducation formelle des enfants d'âge scolaire et en négligeant les adultes et les autres jeunes, on aboutit, selon Nuñez, «à la constitution d'une armée de personnes qui ne réussiront jamais à occuper un emploi dans une économie mondialisée».

• «L'amélioration générale des indicateurs éducatifs en ce qui concerne l'accès

et la durée de scolarisation, ne diminue pas l'exigence d'offrir une formation supplémentaire ou complémentaire à des millions de jeunes et d'adultes dont la formation, bien que meilleure que celle de leurs parents, reste inadéquate en regard des nouvelles exigences du marché du travail et de la société, a reconnu Paulo Renato de Souza, ministre brésilien de l'éducation. Notre position, synthèse des politiques d'une grande partie des gouvernements d'Amérique latine, consiste à réaffirmer que l'objectif premier de la politique éducative est d'offrir une formation adéquate, à l'âge voulu, dans l'enseignement fondamental, pour venir à bout des redoublements et des abandons, et élever ainsi la proportion des élèves qui le conduise à son



L'ÉDUCATION DES ADULTES, «UNE OBLIGATION SOCIALE» (Photo UNESCO/Ministère de l'éducation de Colombie).

terme. Cette attitude éliminera largement le besoin d'éducation des jeunes et des adultes, la formation continue mise à part».

• Pour Jorge Werthein, représentant de l'UNESCO au Brésil, «l'éducation des adultes, en Amérique latine et notamment au Brésil, est intimement liée à l'extrême pauvreté et à l'exclusion sociale de vastes secteurs de la population. Il s'agit d'une obligation sociale vis-à-vis de ceux qui n'ont jamais accédé au système éducatif ou dont la scolarisation a été très

limitée. L'éducation des adultes revêt ainsi un caractère éminemment transitoire».

Suivi par les représentants de plusieurs pays, Werthein a donc défendu une modernisation créative des institutions publiques, non gouvernementales et privées, ainsi qu'une articulation plus étroite entre elles, pour combler les déficits éducatifs, en particulier des jeunes et des adultes. Il a cité le Directeur général, Federico Mayor: «L'UNESCO travaille pour les plus pauvres, les plus exposés à l'exclusion, les plus défavorisés en terme d'accès au savoir, les plus vulnérables», et conclut que la conférence démontrerait que cet engagement n'était pas uniquement celui de l'Organisation.

Pour le vice-ministre de l'éducation du Costa Rica, Maria Eugenia Peniagua, l'approche suivie par l'éducation des jeunes et des adultes doit changer. «Chaque pays possède son propre rythme et doit donc trouver son propre chemin», a-t-elle souligné. Elle a aussi critiqué l'attitude des ONG qui, à son avis, doivent «cesser de voir cette question comme s'adressant uniquement aux 'pauvres et marginalisés'».

ATTITUDE CRITIQUE

Comme prévu, les ONG présentes à Brasilia ont adopté une attitude critique. Elles ont estimé que les jeunes et les adultes ont besoin et ont droit à des programmes éducatifs spécifiques, aussi difficiles que soient leur planification et leur mise en œuvre. Elles ont ainsi soutenu qu'à cause de facteurs structurels qui caractérisent les sociétés latino américaines et ne peuvent être changés à court terme, même les systèmes éducatifs les plus performants seraient incapables d'empêcher l'émergence de nouveaux bataillons de jeunes et d'adultes frappés de carences éducatives.

D'après leurs analyses, les politiques officielles sont incapables de répondre correctement à deux aspects distincts de ce problème: les distorsions qui empêchent aujourd'hui encore des secteurs entiers de la population d'entrer dans la modernité, et les transformations liées à cette post-modernité, qui menacent de produire des exclus sociaux d'un type nouveau, à l'exemple de ce que vivent les pays développés. Il faut éduquer des citoyens qui n'obtiennent pas un emploi parce qu'ils sont analphabètes ou faiblement scolarisés,

tout comme former les travailleurs qui sont menacés par le chômage parce que le système productif exige d'eux d'autres connaissances ou capacités. Dans aucun de ces deux cas l'éducation formelle ne répondrait correctement à ces besoins.

Malgré leurs divergences, les participants ont réussi à produire un document final consensuel. Ainsi, en même temps qu'il réaffirme la responsabilité incontournable de l'État pour garantir l'accès de tous à une éducation de base de qualité, le texte soutient la nécessité de «créer des mécanismes institutionnels qui permettent une articulation entre les différents acteurs et instances» qui participent au processus éducatif, y compris les ONG.

PROCESSUS PERMANENT

Outre qu'il appelle à l'intégration de l'éducation des jeunes et des adultes dans un processus permanent et institutionnalisé, le document prône de tirer parti du savoir pratique accumulé par les éducateurs populaires, l'élargissement de ce type d'éducation, la mise en place de cursus flexibles, diversifiés et participatifs, l'emploi des médias et la création de programmes spécialement destinés à la formation d'éducateurs de jeunes et adultes.

La conférence a aussi convenu qu'un financement approprié de l'éducation des adultes, apporté par différentes sources, devait être assuré avec comme critère l'équité et la discrimination positive des groupes sociaux défavorisés. Elle en appelle aussi à revoir le concept d'alphabétisation et à garantir le droit à l'éducation des jeunes filles et des femmes, surtout celles qui ont connu une maternité précoce. La question des genres masculin/féminin a fait l'objet d'une recommandation portant en particulier sur l'élimination du sexisme tant dans les contenus pédagogiques que pour garantir l'égalité des chances de formation et de capacités professionnelles.

De l'avis des participants, les conférences régionales et celle de Hambourg marqueront l'éducation des jeunes et des adultes du monde entier. Aussi ont-ils proposé la création d'observatoires de contrôle de la citoyenneté, de dimension régionale, pour surveiller l'application des décisions prises à ces conférences.

Carlos MÜLLER
à Brasilia

● Du palais de l'empereur romain Dioclétien aux édifices contemporains, 1.700 ans se sont écoulés depuis la fondation de SPLIT (Croatie). Pour commémorer cet anniversaire, une exposition s'est tenue à l'UNESCO du 6 au 16 janvier.



MARKO MARULIĆ (1450-1524), PÈRE DE LA LITTÉRATURE CROATE (Photo UNESCO/M. Claude).

Y étaient présentés des pièces archéologiques originales, objets usuels anciens, costumes nationaux, ainsi que des tableaux et sculptures contemporains, témoins de la richesse du patrimoine culturel et historique de cette ville inscrite depuis 1979 sur la Liste du patrimoine mondial.

▼ Une cinquantaine de scientifiques de renom, experts en santé publique, ingénieurs, ainsi que des spécialistes représentant des organisations internationales ont pris part à la huitième session du Comité scientifique et technique de la Décennie internationale de la PRÉVENTION DES CATASTROPHES NATURELLES (1990-1999), tenue à l'UNESCO du 20 au 24 janvier. L'accent y a été mis sur le rôle de l'éducation pour faire émerger une «culture de prévention» et permettre de passer «d'une réponse post-catastrophe à une prévention pré-catastrophe», comme l'a souligné le Directeur général.

AUTOCRITIQUE

● Des bannières peintes de 3 m de haut, des affiches, des photographies accompagnées de poèmes, au total 250 créations étaient exposées à l'UNESCO, du 6 au 16 janvier, sur le thème «**POUR UNE CULTURE DE PAIX**».



LES BANNIÈRES DE LA PAIX FLOTTENT À L'UNESCO (Photo UNESCO/Michel Claude).

Cette manifestation pluridisciplinaire voulait témoigner de l'engagement d'artistes d'une vingtaine de pays en faveur de la paix, à l'occasion des 50^e anniversaires de la fondation des Nations Unies et des bombardements d'Hiroshima et Nagasaki.

▼ Le Répertoire du réseau international d'information concernant l'ENSEIGNEMENT DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE (INISTE), que l'UNESCO vient de faire paraître, fournit des indications sur les 260 organisations nationales, régionales et internationales participant à ce réseau et qui travaillent activement à l'amélioration de ce type d'enseignement aux niveaux primaire et secondaire. Y figurent: leurs champs d'activité, leurs responsables, leurs publications, leurs langues de travail, les groupes visés, etc.

☞ Division de la rénovation des programmes et structures de l'éducation

SOURCES UNESCO

Tous les articles sont libres de tout droit de reproduction.

Les scientifiques doivent sortir de leur tour d'ivoire s'ils veulent gagner l'estime du public et l'oreille des décideurs.

«S'il y eut jamais un siècle de la science, c'est bien celui-ci», déclarait le physicien indien Mambillikalathil Menon à la séance inaugurale du Conseil consultatif scientifique international de l'UNESCO. Il se compose de 56 scientifiques éminents, dont sept Prix Nobel. Les 20 et 21 janvier, le Conseil a réfléchi aux thèmes et objectifs possibles d'une conférence scientifique mondiale que l'UNESCO prévoit pour 1998 ou 1999.

Des premiers pas sur la lune à la carte du génome humain, un chœur de louanges a célébré les succès de la science. Mais tout le monde a cessé de se congratuler lorsque les intervenants ont évoqué l'autre face des avancées qui ont ébranlé notre siècle. «Aux yeux du public, nous sommes responsables d'Hiroshima, de Nagasaki et de l'invention du napalm, a reconnu Ernesto Carafoli, président de l'Organisation internationale de la recherche sur la cellule. Nous sommes en voie de créer génétiquement de nouveaux Hitler... Nous devons convaincre les gens que nous ne sommes pas aussi diaboliques.»

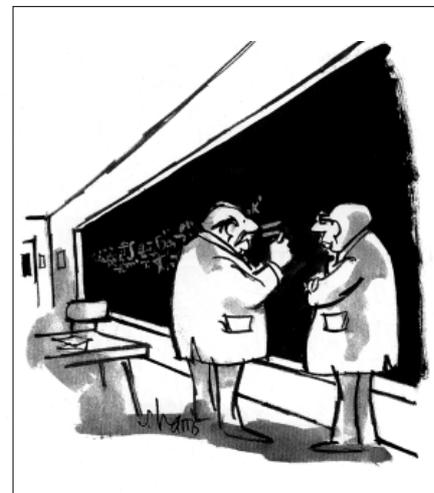
SABRER

Chacun y est allé de son histoire sur la mauvaise réputation de la science. Personne ne respecte plus ni les scientifiques ni leurs travaux. C'est en partie la faute des déformations sensationnalistes des médias qui offrent ainsi aux hommes politiques l'occasion de sabrer dans les budgets. Les chercheurs sont donc obligés d'abandonner leur curiosité intellectuelle au profit d'intérêts commerciaux, au détriment des intérêts à long terme de l'humanité. La «crise» a même frappé le système scolaire. Du primaire à l'Université, il est devenu incapable d'offrir un enseignement scientifique de la qualité requise pour attirer, sans même parler de former, les magiciens de demain. Bref, il est grand temps que la science redore son blason, et une conférence mondiale doit l'y aider.

Mais est-ce bien sûr? «Pourquoi devons-nous défendre la science?», s'est interrogé Khotso Mokhele, directeur de la Fondation sud-africaine pour le développement de la recherche. Pourquoi la religion a-t-elle réussi à s'imposer alors que la science a eu tant de mal? Où avons-nous, les scientifiques, fait fausse route?»

«La religion fournit toujours des réponses, ce que ne fait pas la science, a suggéré Peter Bridgewater, directeur général de l'Agence australienne pour la conservation de la nature. Au fil des années, nous avons fourni des réponses dont nous aurions dû douter... Nous avons fait trop de promesses à nos maîtres politiques.»

Mais «il n'existe pas de lieu où débattre de ces doutes et ambiguïtés», a rappelé l'Italien Paolo Fasella, spécialiste en médecine expérimentale et biochimie, citant le récent scandale de la vache folle en Europe: les décideurs ont autorisé la consommation de viande suspecte au lieu de l'interdire, sur la base de rapports scientifiques peu concluants. Pour lui, voilà l'exemple classique de la «crise sérieuse»: «L'opinion publique et les États ne saisissent pas bien les limites de la science. Et dans le



«COMPTE TENU DE MA RESPONSABILITÉ VIS-À-VIS DE LA SOCIÉTÉ, JE ME DEMANDE SI JE NE DEVRAIS PAS EN RESTER LÀ» (© Sidney Harris).

même temps, les gouvernements prennent des décisions pour des raisons politiques et voudraient les attribuer à la science parce que cela rassure le public.»

«Communiquer des faits scientifiques aux hommes politiques est particulièrement difficile à une époque où les politiciens passent toute leur carrière à planifier des stratégies électorales, a expliqué le consultant et ingénieur britannique Martin Lees. Ils ne savent tout simplement pas gérer le risque.»

Pour le démontrer, Fasella est remonté en 1983, lorsque Luc Montagnier a sollicité le soutien d'officiels européens pour son projet de recherche sur le sida. Il lui a fallu trois ans pour les convaincre. «*Nous devons persuader les gouvernements qu'il est plus coûteux de ne pas faire de la recherche.*»

Là encore, la science est désavantagée par rapport à la religion car cette dernière «*ne fait pas appel aux fonds publics*», a fait remarquer Wadi Haddad, de la Banque mondiale. Qu'ils appartiennent aux pays riches ou pauvres, les scientifiques ont dénoncé la réticence croissante des gouvernements à financer la recherche, laissant à l'industrie le soin non seulement de payer la note, mais aussi de commander les résultats qu'on en attend.

Il ne faut pas oublier, a rappelé Martin Lees, que «*les gouvernements coupent partout: enseignement, santé, et tant d'autres secteurs, science comprise. Au lieu de demander davantage d'argent, nous devons changer notre façon de voir. Comme ce fut le cas pour l'environnement, il faut passer du financement public à un système d'incitations fiscales.*»

ŒILLÈRES

C'est aussi l'avis de Mokhele. «*Je ne peux pas passer mon temps à dire à mon gouvernement 'donnez-moi encore de l'argent pour quelque chose qui me semble important'. Nous devons nous remettre en question*», a-t-il préconisé, évoquant les luttes intestines («*la physique et la chimie se disputent encore sur la question de savoir ce qui forme l'essence de la vie*») et les difficultés à communiquer avec «l'extérieur». «*Le mouvement ouvrier, par exemple, est contre la science parce qu'elle supprime des emplois, a-t-il poursuivi. Évidemment ce n'est pas aussi simple que cela. Mais la science organisée a-t-elle essayé de l'impliquer dans le débat relatif aux sciences de l'avenir? La science constitue une expérience tout à fait réjouissante mais je crois qu'elle nous met des œillères*».

«*Si nous admettons que les choses ne vont pas aussi mal que nous tendons à le suggérer, nous tenons une partie de la réponse à la question 'où avons-nous fait fausse route?'*», a estimé le physicien américain Donald Langenberg, recteur de l'Université du Maryland. *Tous les sondages effectués aux États-Unis suggèrent*

que les scientifiques et la science jouissent du plus grand prestige. Aujourd'hui, certains en ont visiblement assez de nos jérémiades. Pendant la guerre froide, nous pouvions facilement avancer que la science était nécessaire pour défendre notre mode de vie contre 'eux'. Et 'ils' faisaient la même chose.» Ce n'est bien sûr plus le cas. «*Mais les scientifiques insistent: 'si seulement nous pouvions amener les politiciens dans nos laboratoires et leur montrer ce que nous faisons de mieux.' Nous devrions plutôt nous intéresser à ce que le public et les hommes politiques ont à nous apprendre.*»

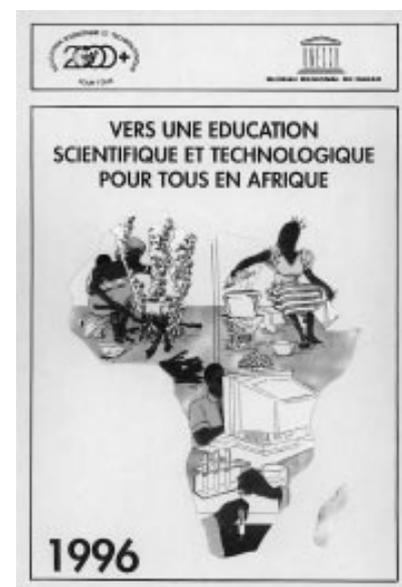
C'est pourquoi, selon lui, «*une conférence scientifique mondiale ne doit pas être une réunion de scientifiques*». Hommes politiques, industriels, médias et ONG doivent aussi y être convenablement représentés.

IRRÉALISTES

Sinon, renchérit Martin Lees, ce serait irréaliste, «*comme dans Alice aux pays des merveilles, parce que c'est auprès d'eux que se trouvent l'argent et le pouvoir*». Car si les choses ne vont pas si mal dans un pays comme les États-Unis, a-t-il poursuivi, il y a encore des problèmes à résoudre, celui des brevets sur les gènes, par exemple. Mais le plus important, c'est que «*la science n'existe toujours pas pour des milliards de personnes. Il semble que l'on n'investisse que 60 millions de dollars dans la recherche sur la malaria. Par rapport au nombre de personnes concernées, c'est très insuffisant; 80% de la recherche-développement sont effectués dans les pays industrialisés et les résultats atteignent rarement les pays en développement. Parallèlement, la bataille que nous sommes en train de perdre contre les microbes nous met tous en danger, comme on l'a vu avec le virus Ebola... Nous devons tendre la main aux décideurs. Sinon, cette conférence serait une grande réussite dans le sens où on parviendrait à un consensus interne, mais une tragédie en termes d'action concrète.*»

«*Partout, les gens s'intéressent à l'environnement, aux migrations urbaines, à toutes les questions concernant la famille, a-t-il ajouté. Ils se disent: 'nous avons tout faux'. Peut-être faut-il que nous, scientifiques, nous nous impliquions davantage dans ce débat pour contribuer à résoudre ces problèmes.*»

A. O.



objectifs de cet enseignement et suggère des stratégies pour sa mise en œuvre, afin que l'Afrique et chacun de ses membres «*soient armés des compétences de base nécessaires pour comprendre, explorer et exploiter judicieusement son environnement physique et ses ressources*».

▼
Quelle place occupe l'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL en Afrique dans le système éducatif et quels sont ses liens avec le monde du travail? Un rapport paru récemment et qui se base sur des études de cas menées dans 12 pays tente de répondre à ces questions et met en évidence «*une grande inadéquation entre la main-d'œuvre formée et disponible et les offres d'emplois dans le monde du travail*».

✉ Bureau régional de l'UNESCO
B.P. 3311, Dakar (Sénégal)

«HOMMES EN DANGER»

● Parce que «l'eau et la terre nous invitent à des rêveries dérivant vers la création», le Centre pour l'UNESCO de Troyes (France) organise un concours international d'arts plastiques sur le thème «DE LA TERRE ET DE L'EAU». Il est ouvert jusqu'au 15 mars aux jeunes de 3 à 25 ans répartis par catégorie d'âge. Toutes les formes de création (dessin, sculpture, collage, photo...) et types de support (papier, bois, terre, polystyrène...) sont acceptés.

☞ Centre pour l'UNESCO Louis François
Hôtel du Petit Louvre
B.P. 279, F - 10008 Troyes Cedex

▼ Qu'est-ce que le réseau du système des ÉCOLES ASSOCIÉES? Ses objectifs? Comment fonctionne-t-il? Comment en faire partie? Quels sont les grands projets mis en œuvre? Un manuel intitulé *Mots clés pour participer au système des écoles associées de l'UNESCO* répond à toutes ces questions. Chacune de ses sections contient des informations précises, des



exemples et des suggestions pratiques. Ouvert et non exhaustif, il permet à chacun - élèves, enseignants, directeurs d'écoles et parents - d'y inclure d'autres matériels et constituer son dossier personnel.

☞ Section de l'éducation humaniste, culturelle et internationale

SOURCES UNESCO

Tous les articles sont libres de tout droit de reproduction.

Les Caraïbes sont une des rares régions où les filles poursuivent leurs études plus loin que les garçons.

Alors que partout ailleurs des organisations comme l'UNESCO se démènent pour accroître l'accès des filles et des femmes à l'éducation, dans les Caraïbes c'est le sexe masculin qui est à la traîne.

L'universitaire jamaïcain Errol Miller, consultant de l'UNESCO, relève dans son livre *«Hommes en danger»*, que les Caraïbes sont l'une des rares régions du monde où les analphabètes sont plus nombreux parmi les hommes que parmi les femmes. En Jamaïque par exemple, 30,8% des hommes sont analphabètes contre 18,8% des femmes. Le taux de scolarisation est à peu près égal pour les deux sexes aux niveaux préscolaire et primaire. Mais, dans les dernières années du primaire, les filles passent en tête car les taux d'abandon et de redoublement sont plus élevés chez les garçons. Dans les établissements secondaires de type classique, avec un programme plus académique, les filles sont trois fois plus nombreuses que les garçons. On retrouve les mêmes proportions dans l'enseignement supérieur: 63% des étudiants inscrits à la «University of the West Indies» pour l'année 1993-1994 étaient des femmes.

UN FOSSÉ SURPRENANT

En ce qui concerne les résultats, les filles réussissent mieux que les garçons aux examens de fin d'études primaires et secondaires. Au niveau des premières années universitaires, les deux sexes obtiennent des résultats comparables. En revanche, la suite révèle un fossé surprenant: 82% des diplômés d'études artistiques et générales, 60% des diplômés en droit et 53% en médecine sont des jeunes filles. Les femmes caraïbes remplacent donc peu à peu les hommes dans la gestion et l'encadrement, même s'ils monopolisent encore les emplois les mieux rémunérés.

Comment expliquer un tel décalage? En dehors de l'école, les garçons sont plus libres et les filles, plus étroitement surveillées, restent à la maison pour s'occuper de leurs frères et sœurs plus jeunes et aider au ménage. Par ailleurs, les écoles n'offrent pas aux garçons de modèles masculins positifs: près de 90% des enseignants sont des femmes; dans le second cycle, elles représentent 75% du corps enseignant.

Le principal danger d'une telle situation est que la marginalisation des hommes des Caraïbes aboutit à les isoler et à les exclure. Les frustrations poussent ensuite beaucoup d'entre eux à se tourner vers la drogue, la violence envers les femmes, le gangstérisme et la criminalité. Errol Miller souligne cependant que les Caraïbes n'ont



(Dessin Christophe Champin)

pas l'exclusivité de ce phénomène. Il soutient qu'il existe actuellement une tendance analogue aux États-Unis et dans les pays de l'ex-Union soviétique. Il s'agirait même, selon lui, des signes avant-coureurs de mutations du même ordre à venir dans le reste du monde.

La Jamaïque a de son côté pris des initiatives pour assurer l'égalité entre les sexes à tous les niveaux de la société. Le doyen de la «University of the West Indies» a lancé un programme intitulé «Pères et compagnie» visant à rendre les pères plus attentifs à leurs responsabilités au sein de la famille dans la mesure où leur attitude influence forcément l'éducation des garçons. L'UNESCO entend œuvrer, quant à elle, à la base. Un projet pilote d'éducation et de formation de compétences, lancé en 1991 dans le village de Blackstonedged, en Jamaïque, a eu notamment un impact considérable sur les jeunes gens de cette localité.

Mais il reste encore beaucoup à faire, comme procéder sans délai à des études approfondies ou donner aux parents et aux enseignants une formation spéciale sur la façon d'éduquer dans un esprit affranchi de tout stéréotype sexiste. ■

AUX PORTES DE LA NUIT

Faute d'être correctement archivé et stocké, le patrimoine filmique d'Asie disparaît peu à peu.

Le père du cinéma sri-lankais est en deuil. Lester James Peries, qui fut, en 1955, le premier cinéaste de son pays à tourner un film sur son sol natal et dans sa langue, a perdu ses sept documentaires et cinq de ses 20 longs métrages. «*Il faut se faire une raison, sinon c'est à devenir fou*, constate-t-il. *On croit travailler sur un support durable, puis on s'aperçoit qu'il est aussi périssable qu'un légume. Pour préserver des films, il ne suffit pas de les stocker dans des locaux climatisés, il faut des dispositifs pour contrôler l'humidité et des spécialistes qui*

fait à Beijing (Chine) en octobre dernier, à l'initiative de l'UNESCO. Autre constat: avec les moyens informatiques les plus perfectionnés, on ne peut restaurer que ce que l'on a. Or, bon nombre de films et documentaires réalisés dans ces pays sont entre les mains de distributeurs privés. Au Japon, par exemple, Hisashi Okajima, du Centre cinématographique national, estime que les archives officielles détiennent moins de 10% des longs métrages. «Au Sri Lanka, c'est un véritable désastre, poursuit Peries. J'ai perdu un classique du film pour enfants



SCÈNE TIRÉE
DU «TRÉSOR»
(1970) DE
LESTER JAMES
PERIES
(Photo Tous
droits
réservés).

vérifient périodiquement les bobines. C'est un art en soi».

Malgré une histoire cinématographique déjà longue, l'Asie n'a commencé à constituer des archives que relativement tard. Selon une récente enquête commandée par l'UNESCO, la majeure partie de son patrimoine cinématographique - en particulier les films d'avant 1960 - serait perdue. Il s'agit surtout de documentaires, mais les longs métrages sont également en péril. En Indonésie, par exemple, ne sont archivées des copies que de 36 films sur les 371 produits dans les années 50; en Inde, 23 des 1.080 films réalisés dans les années 20 et 260 des 1.929 titres des années 40.

Principal responsable: le climat humide, qui accélère la décomposition, surtout des films anciens sur pellicule support nitrate. La solution qui consiste à les transférer sur pellicule support acétate n'est qu'un pis-aller. La technologie numérique offre une solution plus durable, mais elle est inabordable actuellement. Ce triste constat, 60 archivistes de la région l'ont

parce que mon distributeur a oublié les négatifs quand il a déménagé. Beaucoup de producteurs sont paranoïaques: 'Pourquoi les archivistes s'intéressent-ils tant à mes films? C'est louche, je ferais mieux de les garder'. Mais de leur côté, les réalisateurs sont ignorants, à commencer par ma femme Sumitra (elle-même cinéaste) et moi-même. Nous avons aménagé une pièce climatisée pour y stocker nos films dans des boîtes métalliques. Nous les avons retrouvés mangés par les termites». Depuis 1957, Peries fait campagne pour la création d'un service national d'archives cinématographiques. Ses efforts commencent à payer: le Premier ministre, Mme Kumaratunga, veuve d'une star locale, s'y est engagée.

En attendant, l'UNESCO a offert à Peries 15.000 dollars pour transférer trois de ses films. «*C'est un début. Quand on fait un film, on s'attend à pouvoir le montrer au moins à la génération qui suit, et on s'aperçoit que son espérance de vie ne dépasse pas une décennie.»*

Amy OTCHET

Le projet NAZARETH 2000 a reçu le soutien de l'UNESCO. Annoncée le 20 janvier lors d'une visite du maire de la ville de l'Annonciation au siège, l'aide de l'Organisation portera sur la réhabilitation du patrimoine culturel et archéologique de la ville ainsi que sur la création d'un musée.

Ce projet - comme Bethléem 2000 (voir Sources, n° 86) - s'inscrit dans le cadre des préparatifs de la célébration de l'An 2000.

La France est le premier pays du nord de l'Union européenne à devenir État partie à la convention visant à lutter contre le TRAFIC ILLICITE DES BIENS CULTURELS. Cette ratification, intervenue le 7 janvier, «*confirme l'engagement des professionnels français, comme les conservateurs de musées, les policiers et les fonctionnaires, avec lesquels l'UNESCO a établi une coopération exemplaire pour mettre fin au trafic illicite»*, a déclaré le Directeur général à cette occasion.

La France est le 86e État à ratifier la «*Convention de 1970 concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites de biens culturels»*.

SOURCES UNESCO est un mensuel publié par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture [tél: (+33 1) 45 68 16 73; fax: (+33 1) 45 68 56 54]. Les éditions en anglais et en français sont entièrement produites au Siège; l'édition en espagnol avec le Centre UNESCO de Catalogne, Mallorca 285.08037 Barcelone, Espagne; l'édition en chinois avec l'Agence XINHUA, 57 Xuanwumen Xidajie, Beijing, Chine; l'édition en portugais avec la Commission nationale pour l'UNESCO, Avenida Infante Santo No 42 - 5°, 1300 Lisbonne, Portugal.

Responsable de la publication: R. Lefort. Rédacteurs: S. Williams, S. Boukhari, A. Otchet. Secrétaire de rédaction: C. Mouillère. Version espagnole: E. Kouamou (Barcelone), L. Sampedro, (Paris). Mise en page: G. Traiano, F. Ryan. Secrétariat et diffusion: D. Maarek.

Photogravure et impression dans les Ateliers de l'UNESCO. Distribution par les Services spécialisés de l'UNESCO.

«Sociétés en transition, un défi pour les médias» sera le thème de la 17^e session du Conseil intergouvernemental du Programme international pour le DÉVELOPPEMENT DE LA COMMUNICATION qui se tiendra au Siège du 17 au 21 mars. Sous le titre «Lieux de pouvoir, objets de vénération», une exposition organisée au Siège du 19 mars au 16 avril présentera l'art des INUITS DU CANADA. La journée internationale pour l'ÉLIMINATION DE LA DISCRIMINATION RACIALE sera célébrée le 21 mars par l'ensemble du système des Nations Unies. Des hauts responsables, experts et représentants d'organisations gouvernementales et non gouvernementales participeront à Marrakech (Maroc), du 20 au 25 mars, à un forum mondial sur l'eau à l'occasion de la JOURNÉE MONDIALE DE L'EAU. Les débats porteront sur les méthodes de gestion de cette précieuse ressource face aux défis du XXI^e siècle. Le réexamen de la Convention de La Haye (1954) sur la protection des BIENS CULTURELS EN CAS DE CONFLIT ARMÉ fera l'objet d'une réunion d'experts gouvernementaux au Siège, du 24 au 27 mars. Un groupe d'experts internationaux se réunira au Siège, du 26 au 28 mars, pour jeter les bases conceptuelles et philosophiques d'un rapport sur l'«ÉTHIQUE UNIVERSELLE», à paraître en 1998. Pour préparer la Conférence mondiale sur l'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, prévue au Siège en octobre 1998, une réunion régionale se tiendra à Dakar (Sénégal) du 1^{er} au 4 avril. À la même date aura lieu au Siège un colloque international sur la DROGUE EN AFRIQUE SUB-SAHARIENNE. Quelque 150 sociologues, médecins et politologues examineront les problèmes que posent la production, la consommation et le trafic. Une conférence internationale sur L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET LE DÉVELOPPEMENT NATIONAL se tiendra à Abu Dhabi (Émirats arabes unis) du 6 au 8 avril.

Que faire pour que les ENFANTS DE LA RUE retrouvent le chemin de l'apprentissage? Le PROCHAIN DOSSIER présentera une série d'expériences menées avec ces enfants et adolescents, mais aussi avec leur famille, leurs éducateurs et leurs interlocuteurs obligés, les policiers.